

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas, Représentant permanent du Luxembourg

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les régions touchées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)

Séance d'information du 29 mai 2013

Monsieur le Président,

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), M. Abou Moussa, pour sa présentation très complète.

J'évoquerai d'abord les efforts visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), avant de faire des observations sur la République centrafricaine et l'action du BRENUAC.

Depuis maintenant 25 ans, la LRA sévit au cœur de l'Afrique. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les violations systématiques du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées par la LRA ont causé plus de 100.000 morts, l'enlèvement de 60.000 à 100.000 enfants et le déplacement de 2,5 millions de personnes.

L'année dernière encore, 212 attaques ont été signalées. Elles ont fait au moins 45 morts et donné lieu à 220 enlèvements, dont 25% concernaient des enfants. Plus de 60 attaques et 30 morts ont déjà été signalés durant le premier trimestre 2013, et le mois de mars 2013 a connu une montée en flèche inquiétante des attaques, en particulier en République démocratique du Congo.

Certes, les forces de la LRA ont été réduites au fil des ans, mais elles continuent de faire peser une grave menace sur la région et sa population civile. Nous devons donc rester mobilisés. Nous nous félicitons à cet égard de la déclaration présidentielle qui a été préparée pour la réunion d'aujourd'hui et qui marque la détermination du Conseil de sécurité à combattre le fléau de la LRA.

Pour éliminer la menace, la stratégie régionale multidimensionnelle dont les Nations Unies se sont dotées l'année dernière doit être vigoureusement mise en œuvre. Nous saluons dans ce contexte le plan de mise en œuvre progressive de la stratégie régionale de l'ONU transmis le 19 avril dernier par le Secrétaire général. Nous espérons que l'approche plus systématique formulée dans ce plan, sous la coordination du BRENUAC, ainsi que la mise en œuvre des différents projets prioritaires proposés pour la mise en œuvre de la stratégie régionale permettront de renforcer la lutte contre la LRA. La stratégie de communication exposée dans le plan de mise en œuvre, ainsi que les réunions comme celle que le Conseil de sécurité tient aujourd'hui devront assurer que la lutte contre la LRA demeure une priorité à l'ordre du jour de la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Nous saluons les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Initiative de coopération régionale menée par l'Union africaine pour contrer la LRA qui constitue le premier des cinq volets de la stratégie régionale de l'ONU. Nous saluons en particulier la finalisation des documents stratégiques nécessaires à l'action de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA. Nous encourageons les Etats touchés par la LRA à fournir les contingents requis afin d'atteindre les 5.000 effectifs autorisés. De son côté, le Luxembourg envisage de/compte faire une contribution financière volontaire afin de soutenir le renforcement des capacités de la Force régionale d'intervention.

Il est essentiel que l'ONU et l'Union africaine continuent de travailler la main dans la main dans ce dossier. La mission conjointe de sensibilisation et de mobilisation réalisée du 27 mars au 4 avril 2013 au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et en Ouganda par le Représentant spécial du Secrétaire général et par l'Envoyé spécial de l'Union africaine, Francisco Madeira, est un bon exemple des synergies qui peuvent ainsi être créées.

Les efforts des Nations Unies et de l'Union africaine ne suffisent pas. C'est en effet aux autorités des pays directement affectés par les violences commises par la LRA qu'incombe la responsabilité principale de protéger leur population civile contre la menace de la LRA. De façon générale, nous encourageons tous les Etats à coopérer à l'exécution des mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale, il y a près de huit ans déjà, contre Joseph Kony, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen. Accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris de meurtres, de viols et d'enrôlement d'enfants, ces principaux responsables de la LRA doivent être traduits en justice.

On ne répétera hélas jamais assez que les femmes et les enfants sont les principales victimes de la LRA. Dans ce contexte, nous voudrions rappeler les conclusions adoptées le 19 avril 2013 sur la situation des enfants victimes de la LRA par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Je mettrai en exergue trois recommandations figurant dans ces conclusions : d'abord la recommandation portant sur la nécessité pour les Nations Unies de maintenir au sein des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales dans la région des moyens de protection de l'enfance suffisants et, le cas échéant, d'accroître ces moyens ; ensuite la recommandation à l'Union africaine d'intégrer les activités relatives à la protection de l'enfance dans les activités de la Force régionale d'intervention ; enfin la recommandation à la Banque mondiale et aux donateurs de mobiliser les ressources nécessaires en faveur de la libération, du rapatriement et de la réintégration d'enfants anciennement associés avec la LRA.

Monsieur le Président,

Les progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre la LRA risquent d'être réduits à néant si la sécurité et la stabilité ne sont pas restaurées en République centrafricaine. Les opérations de lutte contre la LRA en République centrafricaine doivent reprendre sans délai pour éviter que le pays ne devienne un sanctuaire pour ce groupe armé. De façon générale, nous partageons l'extrême

préoccupation du Secrétaire général face à la situation en République centrafricaine et son incidence sur la paix et la sécurité dans la sous-région. L'absence totale d'ordre public, la situation humanitaire catastrophique, la poursuite des pillages et les violations graves des droits de l'homme exigent une réponse déterminée de la communauté internationale et en particulier du Conseil de sécurité, en appui à l'Union africaine et à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Les tensions qui persistent dans la région de l'Afrique centrale, la menace toujours présente de la LRA, l'impact du crime transnational organisé sous toutes ses formes, dont le braconnage et le trafic d'ivoire, qui constitue en toute probabilité une source importante de financement pour les groupes armés, y compris la LRA, tous ces éléments rendent l'action du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale d'autant plus essentielle.

Le Luxembourg se félicite des efforts du BRENUAC pour faciliter et encourager une coopération régionale plus étroite en Afrique centrale. Le travail réalisé par le Bureau en collaboration notamment avec la CEEAC a contribué à améliorer la coopération dans les domaines de la médiation et des bons offices.

Pour conclure, je voudrais saluer le travail accompli conjointement par le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest en matière de lutte contre la piraterie au large des côtes des Etats du golfe de Guinée. Ce phénomène constitue en effet une menace grandissante pour les économies des Etats concernés ainsi que pour le commerce et les relations internationales dans cette région du monde. Grâce au bon travail de préparation facilité par les Nations Unies, nous espérons que le sommet régional des chefs d'Etat et de gouvernement sur la piraterie et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée qui se tiendra au Cameroun, les 24 et 25 juin prochains, produira des résultats tangibles.

Je vous remercie de votre attention.